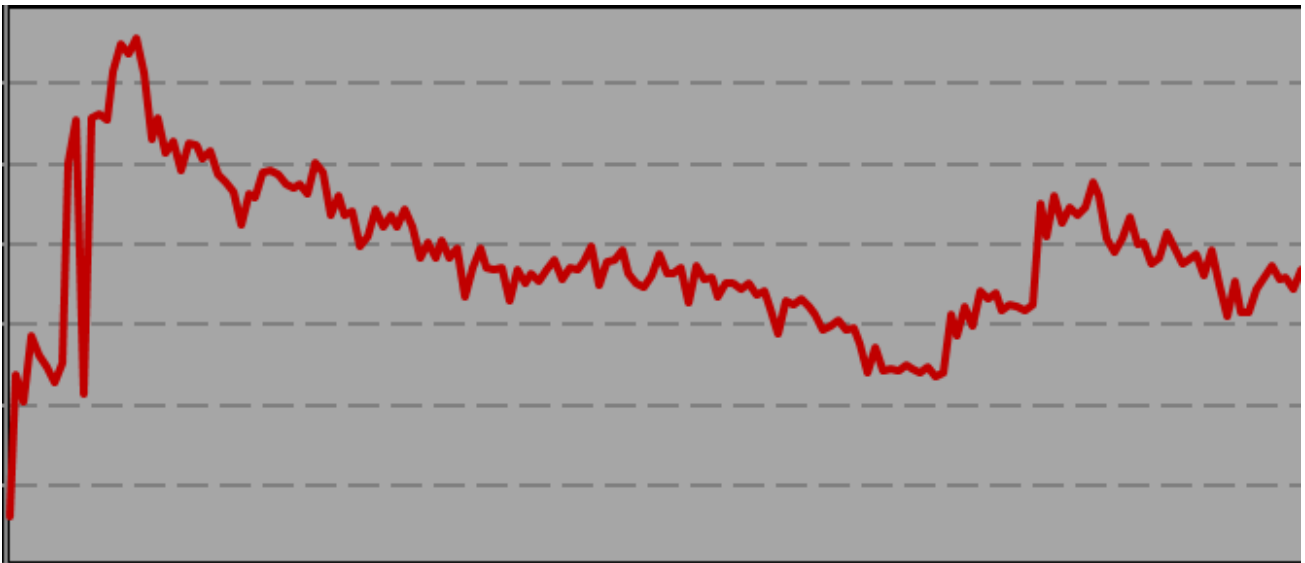


Republique du Tchad
Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement
Secrétariat Général
Institut National de la Statistique,
des Études Economiques et Démographiques



Note trimestrielle économique et sociale



QUATRIEME TRIMESTRE 2017

TABLE DES MATIERES

TABLE DES TABLEAUX.....	1
TABLE DES FIGURES.....	1
SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS	3
AVANT - PROPOS	4
I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	5
II. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL	7
II.1 LA PRODUCTION PETROLIERE.....	7
II.2 LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	8
II.3 LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES SERVICES	11
II.4 LA COMPETITIVITE DE L'ECONOMIE TCHADIENNE	15
II.5 LES PRIX.....	15
II.6 LES FINANCES PUBLIQUES ET LA MONNAIE	20
II.7 INDICATEURS ÉCONOMIQUES	23
I. INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES RECENTS.....	24

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Évolution du commerce extérieur (en millions de F CFA) (hors pétrole et coton)	11
Tableau 2 : Évolution des prix de produits de premières nécessités par ville (en %).....	18
Tableau 3: Évolution des indices de produits par ville et selon leur origine (en %)	19
Tableau 4 : Évolution de la situation monétaire (en millions de F CFA)	22
Tableau 5: Taux de croissance en volume (%)	23
Tableau 6 : Évolution des dépenses de l'État (en milliards de F CFA)	23
Tableau 7 : Indicateurs sociodémographiques	26
Tableau 8: Importations en valeur selon les 10 premiers pays de provenance en 2016 (hors pétrole et coton)	27
Tableau 9: Importations en valeur selon les 10 premiers pays de provenance hors pays de la CEMAC en 2016 (hors pétrole et coton)	27
Tableau 10 : Exportation du Tchad selon les pays de destinations 2016 (hors pétrole et coton)	28
Tableau 11: Les principaux produits d'exportations du Tchad en 2016 (Hors Pétrole et coton).....	28

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Croissance des PIB de quelques pays.....	5
Figure 2 : Cours de quelques matières premières	6
Figure 3 : Évolution de la production pétrolière	7
Figure 4 : Évolution de la mise à la consommation des hydrocarbures (litres)	8
Figure 5 : Évolution de l'indice d'ensemble	9
Figure 6 : Évolution de l'indice d'extraction des hydrocarbures et raffinage (base 100 = 2012)	10
Figure 7 : Évolution des indices de fabrication des produits alimentaires et à base de tabac (base 100 = 2012)	10
Figure 8 : Évolution du chiffre d'affaire moyen (en millions de F CFA), estimation 2017	12
Figure 9 : Évolution de la masse salariale moyenne (en millions de F CFA).....	12
Figure 10 : Évolution du trafic aérien [données provisoires T1]	13
Figure 11 : Évolution des immatriculations de véhicules [données provisoire T1].....	14
Figure 12 : Compétitivité de l'économie (rebasement : base 100 = 2014).....	15
Figure 13 : Évolution de l'indice des prix à la consommation (glissement trimestriel)	16
Figure 14 : Évolution du taux d'inflation trimestrielle (en %)	16
Figure 15 : Évolution du taux d'inflation trimestrielle hors produits frais et énergie, de produits locaux et importés (en %)	19
Figure 16 : Évolution des recettes et dépenses de l'État (en millions de F CFA)	20
Figure 17 : Évolution de la dette extérieure (millions de FCFA)	21

SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS

BEAC :	Banque des États de l’Afrique Centrale
BRENT :	pétrole de référence sur le marché international
CEMAC :	Communauté Économique et Monétaire de l’Afrique Centrale
EDS-MICS :	Enquête Démographique et de Santé à Indicateurs Multiples
F CFA :	Franc de la Coopération Française en Afrique
FMI :	Fonds Monétaire International
INSEED :	Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques
INSEE :	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
OCDE :	Organisation de Coopération et de Développement Économique
PIB :	Produit Intérieur Brut
RGPHT :	Recensement Général de la Population et de l’Habitat au Tchad
UE:	Union Européenne
\$ US:	Dollars US

AVANT - PROPOS

La production de ce document fait suite à des orientations données par le Monsieur Ministre de l'Économie et de la Planification du Développement qui a exprimé la nécessité d'élaborer et de diffuser une note trimestrielle présentant une vue synthétique de l'économie tchadienne permettant aux Autorités du pays, aux partenaires, au secteur privé, à la société civile et autres acteurs de la vie socioéconomique de s'informer régulièrement sur l'évolution économique à court terme du pays, afin de pouvoir mieux orienter les politiques publiques et les choix décisionnels.

L'amélioration de la qualité des outils statistiques d'une manière générale et des indicateurs de suivi de la conjoncture économique en particulier continue d'être un pilier majeur du processus de modernisation des statistiques économiques entrepris par l'Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques depuis plusieurs années. A l'avenir nous comptons enrichir le contenu de cette note en y intégrant les comptes trimestriels, et toutes autres données pertinentes qui pourraient être disponibles.

Bien que la note se veut trimestrielle, le lecteur y trouvera des données statistiques nationales ne respectant pas cette périodicité, nous en sommes conscients ; mais nous avons jugé utile de les intégrer, pour donner au public la possibilité de s'informer davantage et de se rafraichir la mémoire en disposant des données plus relativement anciennes.

L'INSEED exprime toute sa gratitude à Monsieur le Ministre de l'Economie et de la Planification du Développement pour son soutien et ses conseils qui ont permis d'élaborer cette présente note.

Aussi, la Direction Générale de l'INSEED voudrait remercier toutes les Institutions partenaires (publiques et privées) et les personnes ayant contribué à l'élaboration du présent document et les exhorte à œuvrer au renforcement de notre partenariat pour permettre à l'ensemble des acteurs économiques de disposer d'une information aussi complète que possible, à jour et régulière sur l'économie nationale.

D'ores et déjà, l'INSEED sera très reconnaissant de recevoir les observations des lecteurs pour permettre d'améliorer les prochaines publications.

Le Directeur Général

NOUR GOUKOUNI NOUR

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Croissance mondiale : un ralentissement dans les pays de l'UE sur fond d'une hausse du cours de pétrole

Les économies de la zone euro se sont essouffées au dernier trimestre 2017. En effet, l'Allemagne et l'Italie ont perdu 0,13 et 0,09 points de croissance respectivement. Par contre, seule la France a gagné 0,10 points de pourcentage. Cette performance économique interviendrait en réponse à la hausse du cours du baril de pétrole. Par contre, cette hausse du prix de baril de pétrole brut n'aurait pas affaibli le pouvoir d'achat des ménages à travers une hausse d'inflation. En effet, le niveau des prix a faiblement évolué à la baisse en Allemagne et en Italie, -0,07 et -0,20 points de pourcentage respectivement. Quant à la France, elle a enregistré un léger relèvement du niveau de prix (0,27 points de pourcentage).

En glissement annuel, la situation économique s'est améliorée dans la zone euro. Ainsi, la France et l'Allemagne ont gagné respectivement 0,19 points de croissance. Par contre, l'Italie a perdu 0,11 points de pourcentage.

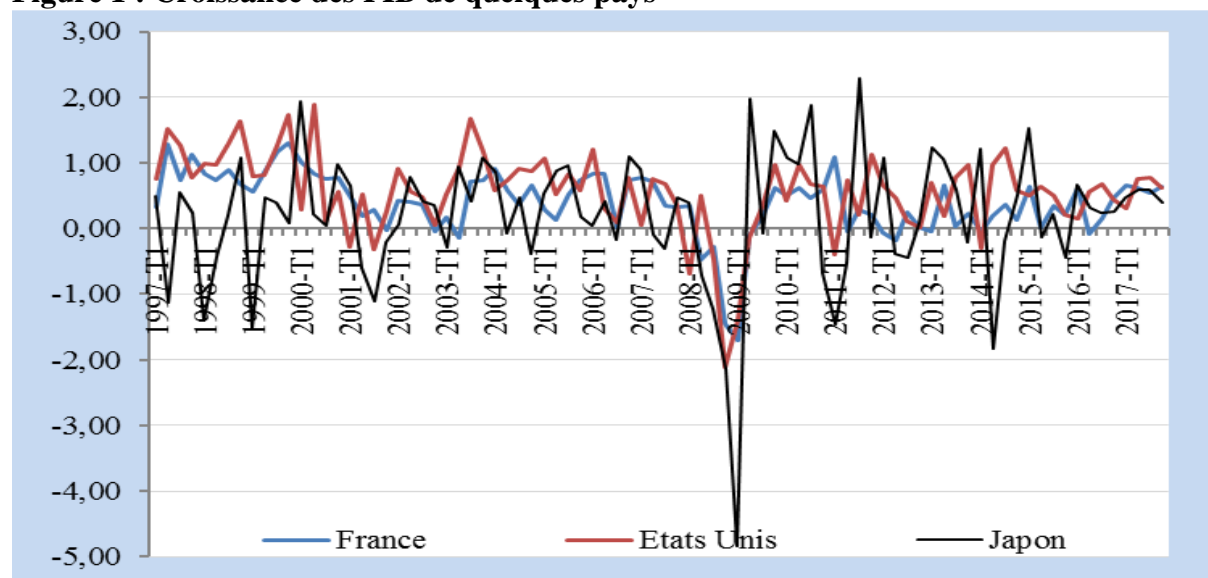
Dans les autres pays du G7, l'activité économique s'est également détériorée au dernier trimestre 2017 à l'exception du Canada. Ainsi, le Japon, le Royaume Uni et les

États Unis ont perdu respectivement 0,19 points, 0,11 points et 0,15 points de croissance respectivement. Par contre, le Canada a enregistré une amélioration des activités économiques (0,04 points de pourcentage).

La situation des autres économies du G7 pourrait s'expliquer par le relèvement du taux d'intérêt à court terme peu propice aux activités des entreprises des États Unis (0,13 points de pourcentage), du Royaume Uni (0,11 points de pourcentage) et du Canada (0,13 points de pourcentage). Cette situation se serait détériorée également du fait d'une baisse de consommation des ménages consécutive à un relèvement du niveau général de prix au Canada (0,42 points de pourcentage), au Royaume Uni (0,20 points de pourcentage) et aux États Unis (0,15 points de pourcentage).

En glissement annuel, le Japon et les États Unis ont enregistré une hausse de croissance respectivement de 0,13 et 0,19 points de pourcentage. Par contre, le Canada et le Royaume Uni ont vu leurs taux de croissance baissé de 0,13 et 0,35 points de pourcentage respectivement.

Figure 1 : Croissance des PIB de quelques pays



Source : OECD

L'inflation mondiale continue sa hausse entamée au troisième trimestre 2017. Les niveaux de prix se situent notamment à 2,12% aux États Unis, 1,79% au Canada, 1,66% en Allemagne et 3,00% au Royaume Uni. Au sein des pays de la zone euro, la France a enregistré une hausse d'inflation de 0,27 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2017.

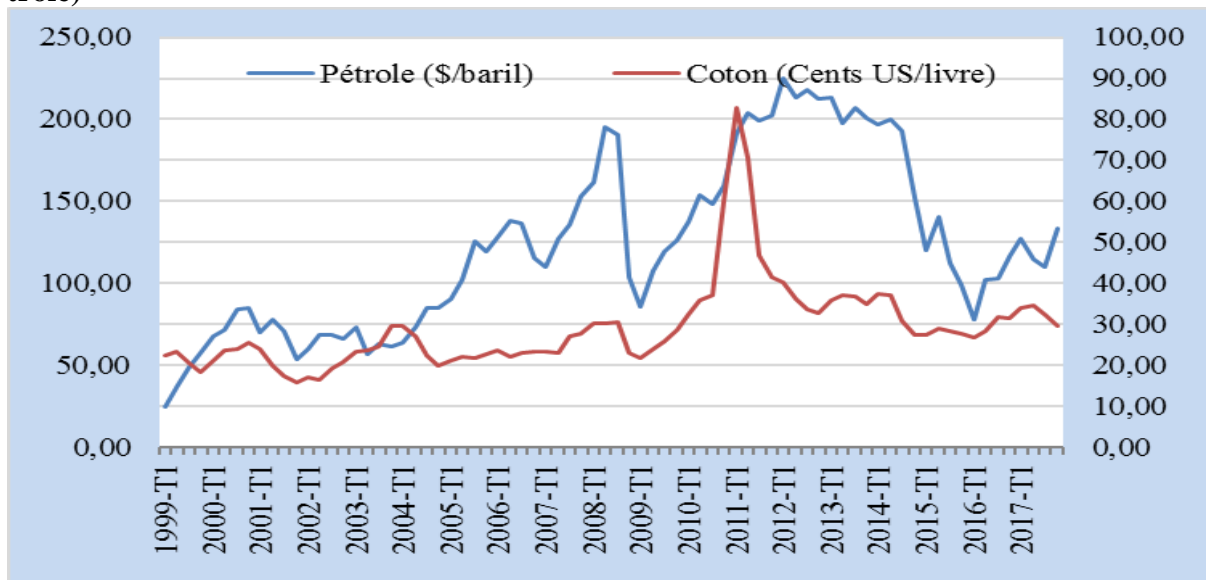
Quant aux taux d'intérêts au cours du trimestre sous revue, ils sont restés stables et faibles (-0,33%) dans la zone euro. Par contre, certains pays ont enregistré une légère augmentation du taux d'intérêt à court terme ; c'est le cas des États-Unis, du

Canada, du Japon et du Royaume Uni dont le taux d'intérêt se situe respectivement à 1,37%, 0,06%, 0,43% et 1,34%.

En ce qui concerne les matières premières, le cours du pétrole brut a enregistré une hausse de 21,29% par rapport au troisième trimestre 2017. Le cours du coton continue sa baisse entamée au trimestre précédent. En glissement annuel, le cours du pétrole brut s'est amélioré de 14,60% et le cours du coton a baissé de 6,27%.

À fin décembre 2017, le prix du pétrole brut se situe à 56,68\$ US le baril et le coton à 74,02 Cents US la livre.

Figure 2 : Cours de quelques matières premières (axe droite : coton et axe gauche : pétrole)



Source : INSEE

II. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL

II.1 LA PRODUCTION PETROLIERE

La production pétrolière : une baisse des activités extractives du brut

Au dernier trimestre 2017, la production pétrolière connaît une baisse de 1,35% par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est attribuable à celle du consortium ESSO dont le volume de pétrole extrait a baissé de 5,91% bien que le consortium ait opté pour l'utilisation de la technologie dite de l'injection des polymères au trimestre précédent (BEAC, 2017). Il faut noter que la production du consortium ESSO a représenté 37,63% de la production pétrolière du trimestre.

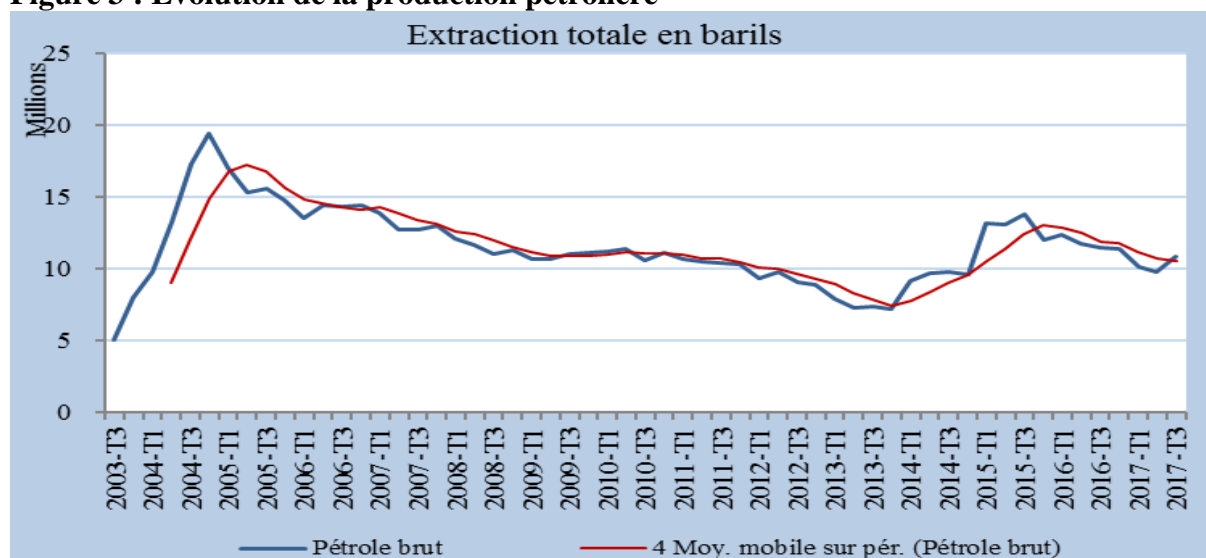
La baisse de la production globale survient dans un contexte caractérisé par une aug-

mentation du cours de pétrole brut (21,29%).

En glissement annuel, la production pétrolière a baissé davantage (-6,01%) passant de 10,87 millions de barils à 10,72 millions au quatrième trimestre 2017. Pour le mois de décembre 2017, la production pétrolière s'établit à 3,68 millions de barils.

En ce qui concerne l'avenir immédiat, la production pétrolière pourrait légèrement augmenter sinon rester stable en raison de l'amélioration du cours de brut. Si cette hypothèse se réalise, on table sur une production de 11,10 millions pour le premier trimestre 2018.

Figure 3 : Évolution de la production pétrolière



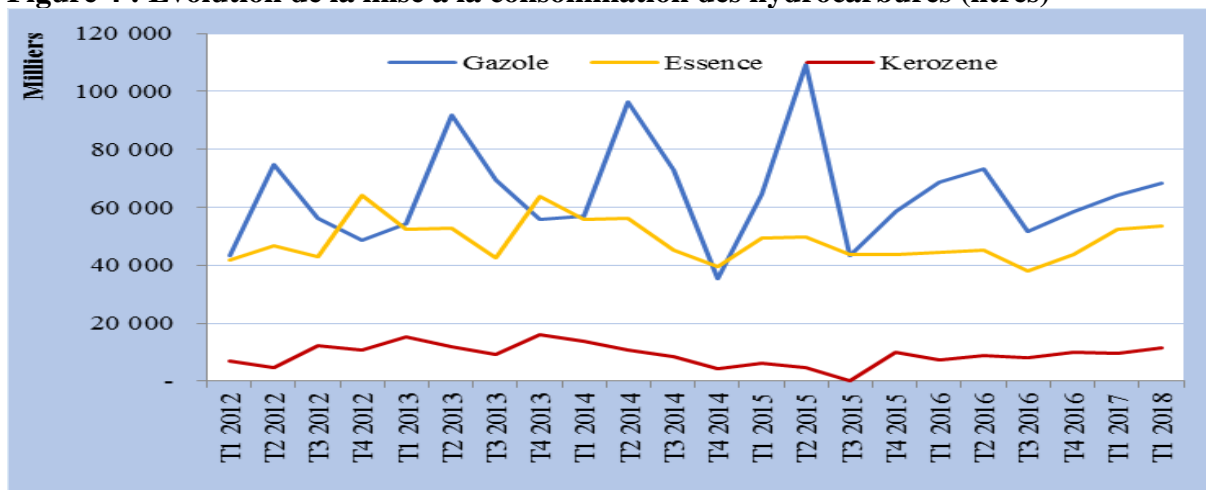
Source : Ministère du Pétrole

Mise à la consommation des hydrocarbures : Raffinerie de Djarmaya ; Non disponible

La consommation des hydrocarbures connaît une amélioration en ce trimestre. La consommation du gazole connaît une augmentation de 6,45%, celles de l'essence et du kérosène grimpe de 2,04% et 18,86% respectivement au second trimestre 2017 par rapport au premier trimestre.

En glissement annuel, les volumes de l'essence et du kérosène consommés ont grimpé de 18,42% et 29,13% respectivement. Quant au volume de gazole consommé, il a baissé de 6,74% par rapport au second trimestre 2017.

Figure 4 : Évolution de la mise à la consommation des hydrocarbures (litres)



Source : INSEED

II.2 LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Essoufflement des activités industrielles malgré une hausse de cours du pétrole brut

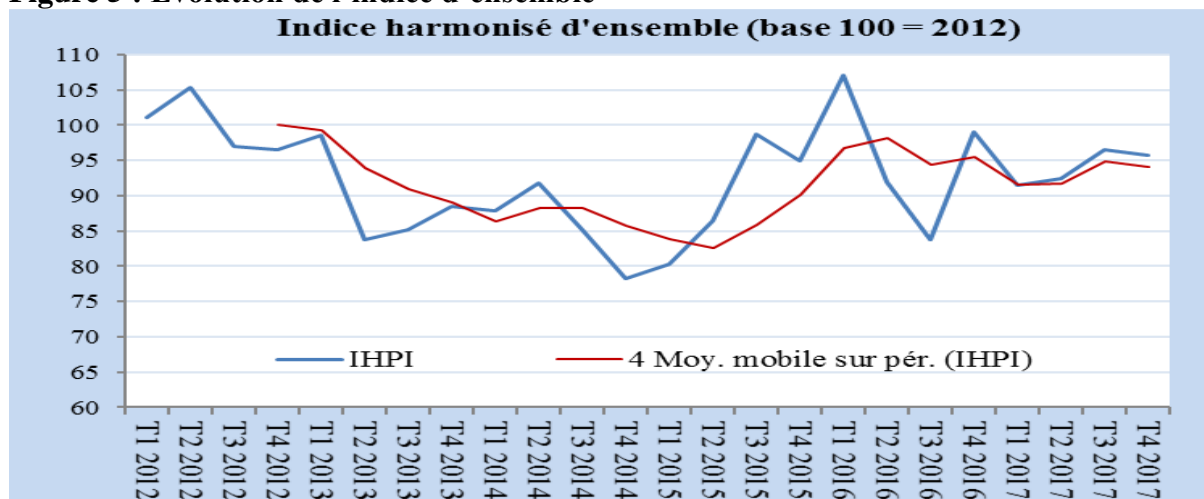
Au dernier trimestre 2017, les activités industrielles connaissent une légère baisse consécutive à celle de l'extraction du pétrole et de fabrication de produits alimentaires. L'indice harmonisé de la production industrielle a diminué de 0,79% en variation trimestrielle. Cette contreperformance des activités industrielles est essentiellement attribuable à la baisse des activités des industries extractives d'hydrocarbures (-1,91%), de fabrication de produits alimentaires (-87,21%), de fabrication de matériaux minéraux (-47,42%) et de production et distribution d'électricité et de gaz (-20,89%). La détérioration des activités industrielles au quatrième trimestre 2017 peut s'expliquer par le ralentissement dans la production pétrolière lié aux difficultés de forage qu'éprouve le Consortium

ESSO relatives aux pannes de turbines (BEAC, 2018). En effet, le pétrole pèse pour 81% dans l'indice de production des activités industrielles. Par ailleurs, la fabrication des produits alimentaires a connu une baisse consécutive aux effets induits de la conjoncture économique difficile (BEAC, 2018) tirant ainsi la production industrielle vers le bas.

Toutefois, la performance industrielle a été tirée vers le haut par la fabrication de boissons (42,69%) et le raffinage pétrolier et cokéfaction (15,49%) en relation avec les festivités de fin d'années.

En glissement annuel, les activités industrielles connaissent une baisse plus importante (-3,20%).

Figure 5 : Évolution de l'indice d'ensemble



Source : INSEED

Les activités des industries extractives d'hydrocarbure ont baissé de 1,91% au dernier trimestre 2017 par rapport au trimestre précédent malgré une légère augmentation du cours de pétrole. En glissement annuel, les activités des industries extractives se sont améliorées de 0,64%.

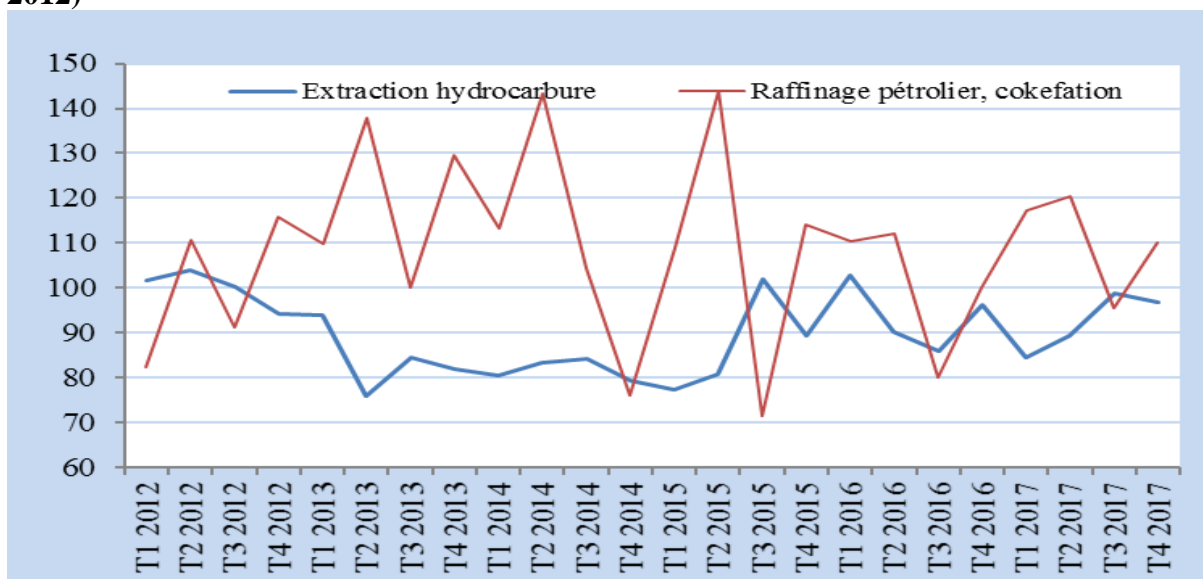
De même, les activités des industries de fabrication de matériaux minéraux ont baissé de 47,42%. En glissement annuel, la fabrication de matériaux minéraux a baissé de 11,15%.

Quant à la fabrication de produits alimentaires, elles ont reculé de 87,21% en raison de la crise économique qui prévaut. En glissement annuel, la fabrication de produits alimentaires a davantage baissé (-99,09%).

La production et la distribution d'électricité et de gaz a enregistré un recul de 20,88% par rapport au troisième trimestre 2017. En glissement annuel, la production a grimpé de 4,97%. Cette hausse s'explique par l'augmentation de la demande en énergie électrique grâce aux campagnes de sensibilisation et d'information menée par la Société Nationale d'Électricité (SNE) à travers la ville de N'Djamena pour circonscrire la fraude d'électricité (BEAC, 2017).

Par contre, la fabrication de boissons et le raffinage pétrolier, cokéfaction ont augmenté respectivement de 42,68% et 15,49% au dernier trimestre 2017. En glissement annuel, la fabrication de boissons et le raffinage pétrolier, cokéfaction ont enregistré une hausse respective de 12,57% et 10,07%.

Figure 6 : Évolution de l'indice d'extraction des hydrocarbures et raffinage (base 100 = 2012)

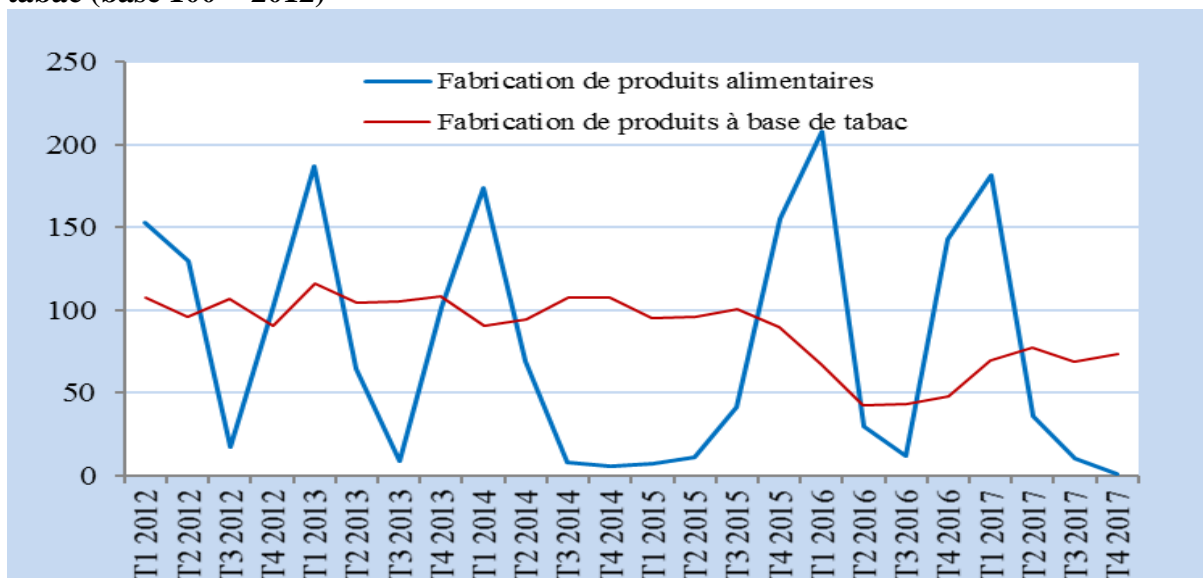


Source : INSEED

Au regard de nos analyses, l'économie s'est détériorée en raison du ralentissement des activités dans les industries extractives et de fabrication de produits alimentaires. De ce fait, les activités économiques pour-

raient davantage se détériorer ou se stabiliser en raison des difficultés persistantes dans l'extraction du brut et de la crise économique qui plomb la consommation des ménages.

Figure 7 : Évolution des indices de fabrication des produits alimentaires et à base de tabac (base 100 = 2012)



Source : INSEED

II.3 LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES SERVICES

Une amélioration des échanges extérieurs

Après une baisse des échanges extérieurs sur un semestre, elles ont repris en hausse au dernier trimestre 2017. Les exportations ont augmenté de 30,18% au dernier trimestre 2017 par rapport au troisième trimestre. Cette performance trimestrielle est due aux exportations de graines de sésame et des bœufs qui représentent respectivement 37,38% et 13,41% des exportations du trimestre hors pétrole brut et coton.

En glissement annuel, les exportations en valeur ont augmenté de 23,81% probable-

ment en raison de la relative stabilité du contexte de sécurité aux frontières.

Pour ce qui est des importations, elles ont augmenté de 88,26% par rapport au troisième trimestre 2017. En glissement annuel, les importations ont moins augmenté (24,49%).

Au dernier trimestre 2017, les exportations représentent 3,46% des importations soit une détérioration du taux de couverture de 30,85 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2017.

Tableau 1 : Évolution du commerce extérieur (en millions de F CFA) (hors pétrole et coton)

Trimestre	Exportation	Importation	Taux de couverture
2016-T1	5685,92	107227,87	5,31
2016-T2	3285,55	123267,90	2,67
2016-T3	2646,40	72971,10	3,63
2016-T4	2922,95	84288,37	3,47
2017-T1	6055,15	86193,09	7,23
2017-T2	5910,16	75017,02	7,88
2017-T3	2780,03	55627,04	5,00
2017-T4	3618,97	104722,33	3,46

Source : base SYDONIA

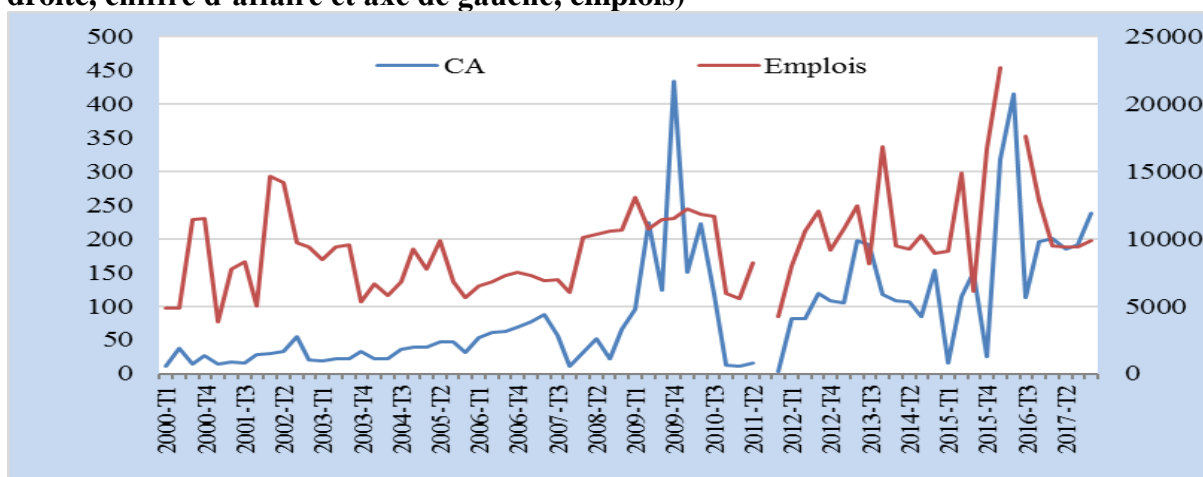
Une amélioration continue des affaires dans les entreprises

Au dernier trimestre 2017, les entreprises ont enregistré une augmentation de leur chiffre d'affaire de 24,78%. Cette amélioration est portée essentiellement par la téléphonie qui a connu une hausse de 24,78% de ses chiffres d'affaire. L'amélioration des affaires dans la télé-

phonie pourrait s'expliquer par les actions publicitaires menées visant à inciter la consommation des services malgré la taxation gouvernementale augmentant le coût des services.

En glissement annuel, on note une baisse du chiffre d'affaire moyen de 38,42%.

Figure 8 : Évolution du chiffre d'affaire moyen (en millions de F CFA) et emplois (axe droite, chiffre d'affaire et axe de gauche, emplois)

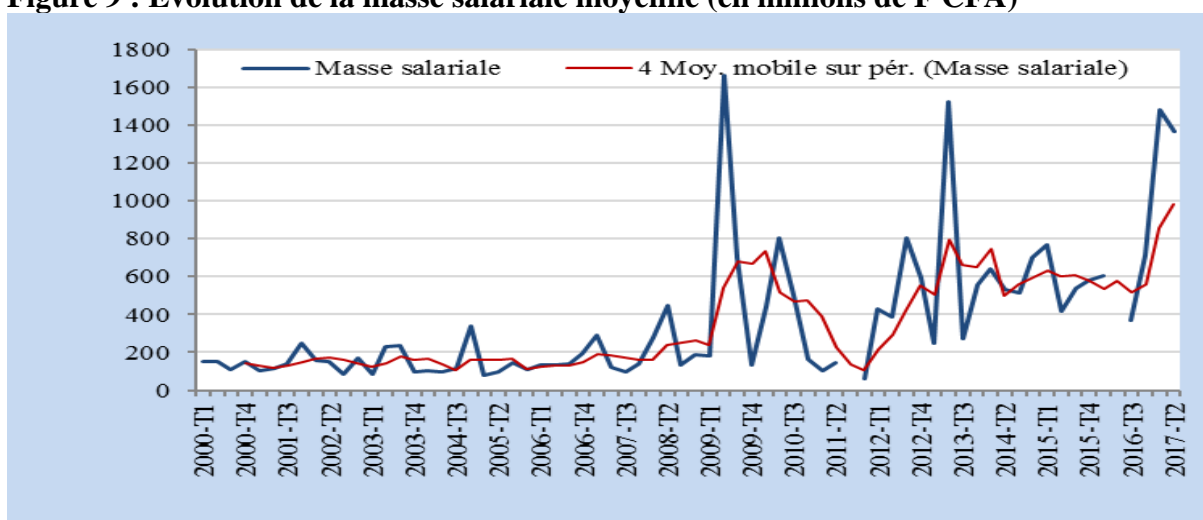


Source : les entreprises concernées

Pour ce qui est de l'emploi, il a légèrement grimpé de 4,99% au dernier trimestre par rapport au troisième trimestre 2017, particulièrement grâce à la téléphonie.

En glissement annuel, l'emploi a régressé de 23,12%.

Figure 9 : Évolution de la masse salariale moyenne (en millions de F CFA)



Source : les entreprises concernées

Le trafic aérien : une amélioration

Au dernier trimestre 2017, le trafic aérien a enregistré une hausse de 67,81% des mouvements d'avions par rapport au troisième trimestre 2017. Cette augmentation des mouvements d'avions est attribuable aux trafics non commerciaux qui ont atteint 21 fois le niveau au trimestre précédent en raison des activités des humanitaires et des industries pétrolières. Quant aux mouvements d'avions des trafics commerciaux, ils ont baissé de 20,35% par rapport au trimestre précédent.

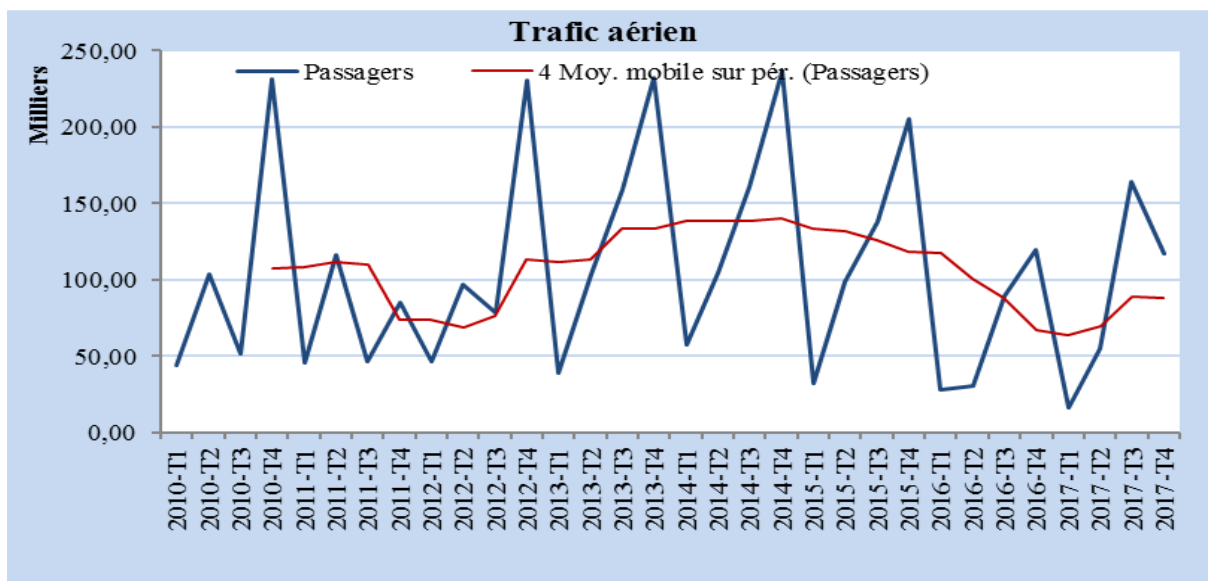
Pour ce qui est du nombre de passagers, de façon générale, il a baissé de 28,58% au quatrième trimestre 2017 par rapport au troisième trimestre. Le nombre de passa-

gers n'a augmenté que dans les trafics non commerciaux (98,01%) contrairement aux trafics commerciaux (-33,39%).

Bien que les mouvements d'avions aient baissé en ce trimestre, les frets ont plutôt connu une hausse atteignant 5,21 fois le niveau du troisième trimestre 2017 dans les trafics commerciaux.

En glissement annuel, le trafic aérien connaît une baisse. En effet, les mouvements d'avions ont baissé de 15,80%, le nombre de passagers a diminué de 1,66% et le fret chuté de moitié (-50,18%). Cette détérioration dans le trafic aérien au dernier trimestre 2017 serait attribuable à la crise qui s'est endurci dans le pays.

Figure 10 : Évolution du trafic aérien



Source : ADAC

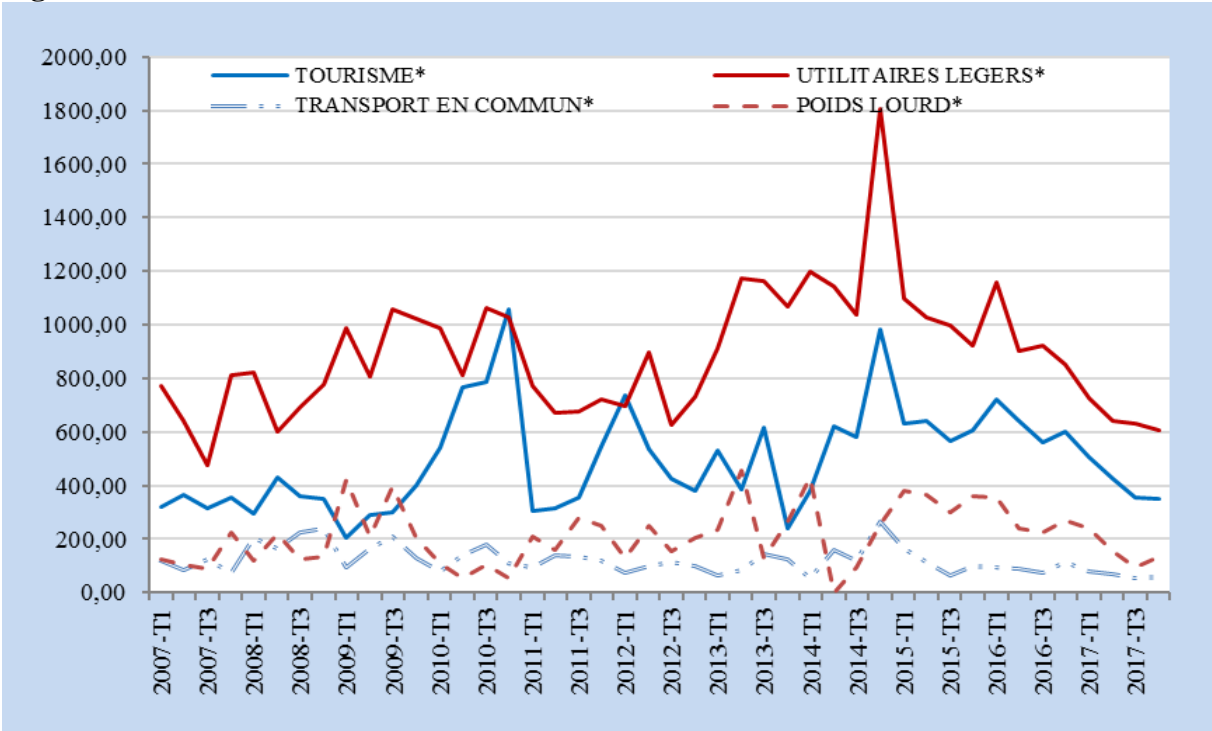
Les immatriculations de véhicules : une baisse continue

Les immatriculations des véhicules connaissent une baisse entamée au quatrième trimestre 2016. Ainsi, les immatriculations des véhicules utilitaires légers, des véhicules de tourisme, des véhicules de transport en commun et de poids lourds ont reculé respectivement de 12,34%, 1,40%, 14,06% et 35,60% au dernier trimestre 2017 par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel, globalement les immatriculations ont diminué de 31,35%.

Cette baisse est imputable à l'immatriculation des véhicules utilitaires légers (29,32%), des poids lourds (35,60%) et des transports en commun (24,66%). De même, les immatriculations ont été freinées par l'augmentation de celles de véhicules de tourisme ont reculé de 41,23% en glissement annuel. Ces baisses pourraient être perçues comme une conséquence de la crise économique qui sévit au Tchad.

Figure 11 : Évolution des immatriculations de véhicules



Source : Direction Générale de Transport de Surface.

II.4 LA COMPETITIVITE DE L'ECONOMIE TCHADIENNE

La compétitivité : une détérioration du terme de l'échange

L'indice national des prix à la consommation a connu une légère baisse de 0,77% au dernier trimestre 2017 par rapport au troisième trimestre. En glissement annuel, les prix à la consommation ont grimpé de 1,83%.

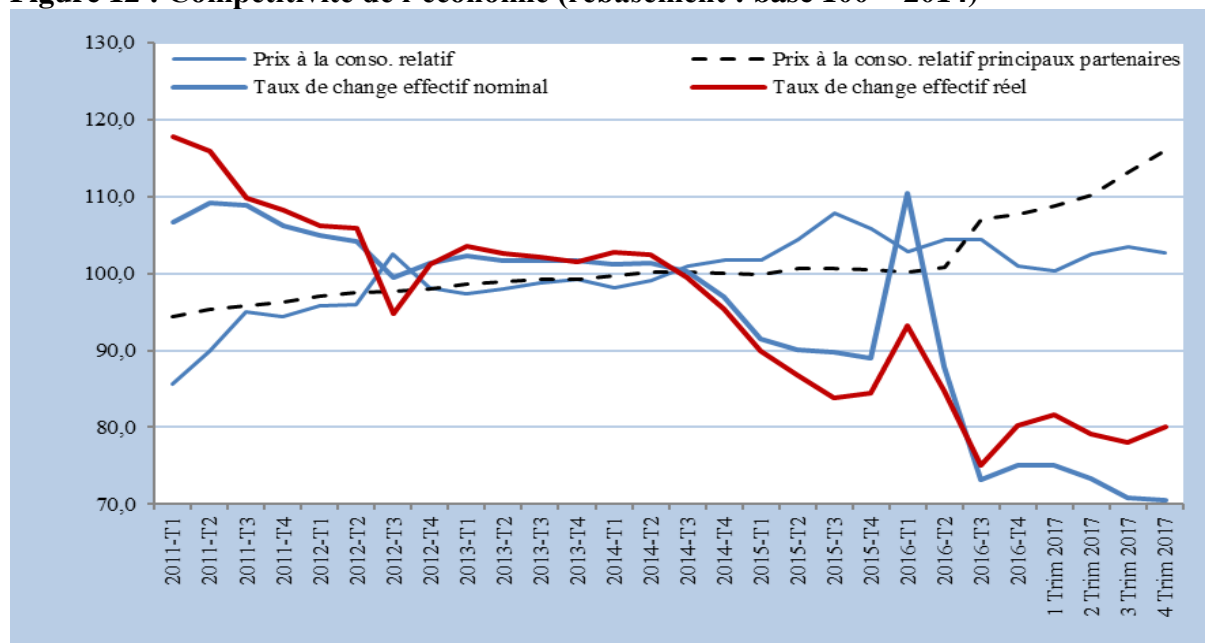
Quant au niveau de prix agrégés des principaux partenaires du Tchad, il continue son relèvement entamé au trimestre précédent. Ainsi, le niveau de prix agrégés des principaux partenaires du Tchad a augmenté aussi bien en glissement trimestriel qu'annuel. Il a connu une augmentation de

2,56% en glissement trimestriel et 7,79% en glissement annuel.

En ce qui concerne le taux de change effectif nominal, il s'est amélioré de 0,50% par rapport au troisième trimestre 2017. En glissement annuel, le taux de change nominal s'est davantage amélioré (6,06%).

En valeur réelle, le taux de change s'est détérioré (2,64%) au dernier trimestre 2017 par rapport au troisième trimestre 2017. En glissement annuel, le taux de change réel s'est amélioré de 0,57%. En bref, le niveau de compétitivité du Tchad s'est détérioré au dernier trimestre 2017 par rapport au troisième.

Figure 12 : Compétitivité de l'économie (rebasement : base 100 = 2014)



Source : INSEED

II.5 LES PRIX

Prix à la consommation : un essoufflement

Après une hausse entamée depuis le deuxième trimestre, l'indice national a enregistré une légère baisse de 0,77% au quatrième trimestre 2017 par rapport au troisième trimestre. Cette baisse du niveau général de prix est attribuable à celle enregistrée sur les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (2,90%), sur les articles d'habillement et chaussures

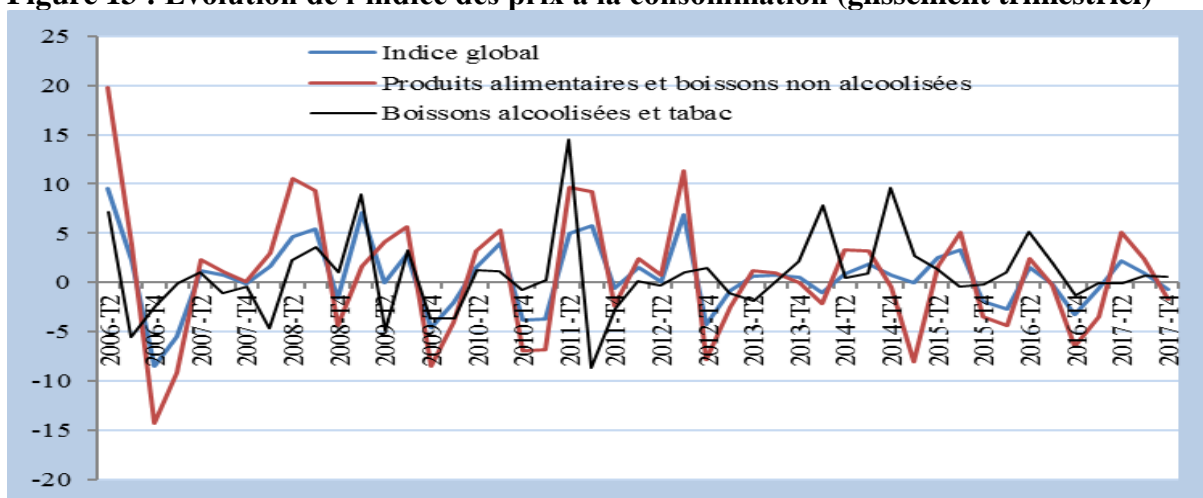
(0,08%) ainsi que sur le service des transports (0,51%). Cette baisse de prix enregistrée dans ces fonctions peut s'expliquer par la période de récolte et l'amélioration de l'état des routes du fait de la saison sèche. La baisse du niveau général des prix a été amoindrie par une baisse de prix du logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (0,31%).

Par ailleurs, le niveau général des prix a légèrement grimpé par rapport à celui de la même période de 2016. Le niveau de prix a augmenté de 1,71% par rapport à celui du quatrième trimestre 2016. Cette hausse est consécutive à celles enregistrées dans le niveau de prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisés (0,84%), des articles d'habillement et chaussures (5,95%) et celui des communications (7,22%). Toutefois, cette tendance haussière a été con-

trée par les prix des boissons alcoolisées et tabac (-3,83%) et des meubles, articles de ménage et entretien (-2,78%).

En ce qui concerne le futur immédiat, l'indice national de prix à la consommation pourrait continuer de baisser ou se stabiliser au premier trimestre 2018 pour se situer au tour de 102,01 en raison de l'amélioration de l'état de la route et de la disponibilité de nouveaux produits agricoles sur le marché.

Figure 13 : Évolution de l'indice des prix à la consommation (glissement trimestriel)



Source : INSEED

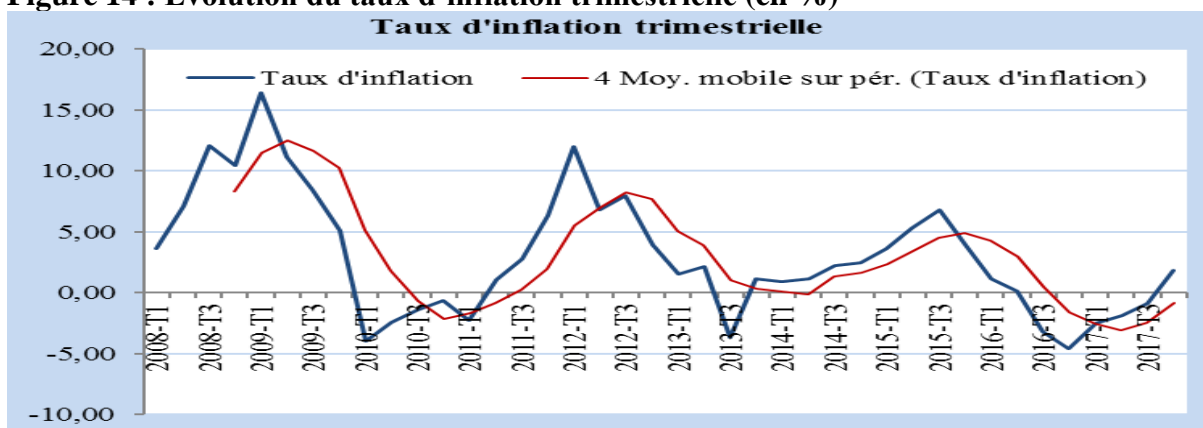
L'inflation : une hausse continue

L'inflation continue son augmentation entamée au premier trimestre 2017. Elle a grimpé de 2,58 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre, se situant ainsi à 1,71%. Le relèvement de l'inflation est dû surtout à l'augmentation des prix des produits alimentaires et boissons non al-

coolisés ainsi que celui des articles d'habillement et chaussures et de la communication.

Comparé à son niveau à la même période en 2016, l'inflation est en hausse de 6,31 points de pourcentage.

Figure 14 : Évolution du taux d'inflation trimestrielle (en %)



Source : INSEED

Niveau et tendance de prix des produits et service de première nécessité dans quelques grandes villes

N'Djamena : Au dernier trimestre 2017, l'indice global de N'Djamena a baissé de 0,53% par rapport au premier trimestre. Cette hausse est une conséquence de la baisse du niveau de prix des céréales et du carpe fraîche. Toutefois, le niveau de prix des viandes a contribué à contrer cette baisse de prix. En glissement annuel, le niveau de prix de N'Djamena a grimpé de 1,18%. Cette hausse annuelle est une conséquence de celle des viandes et de quelques céréales dont le maïs, le riz et le sorgho.

Abéché : La ville d'Abéché a enregistré une baisse du niveau général de prix de 4,18% en glissement trimestriel. Comparés aux prix de l'année passée, le niveau général des prix a augmenté de 3,35%. Par ailleurs, en ce trimestre, les prix de denrées de première nécessité ont baissé par rapport au troisième trimestre 2017. Comparer à la même période d'il y a un an, le niveau de prix des denrées de première nécessité ont augmenté à l'exception du gombo séché (-49,20%) et de quelques céréales dont le petit mil (-8,62%), le sorgho (-6,02%) et la farine de blé (-17,72%).

Doba : Pour ce qui est de la ville de Doba, l'indice général a baissé de 1,59% au qua-

trième trimestre 2017 par rapport au troisième trimestre. En glissement annuel, la ville a enregistré une légère hausse du niveau de prix (3,79%) conséquente à celle des céréales, des dattes (49,97%) et condiments séchés.

Moundou : Au dernier trimestre 2017, le niveau général des prix a connu une hausse de 0,25% par rapport au trimestre précédent. De même, le niveau de prix est en hausse de 5,22% par rapport à celui de la même période de 2016. De façon globale, comparativement au dernier trimestre 2016, les céréales ont connu une amélioration de leur prix contrairement à la viande.

Sarh : Au quatrième trimestre 2017, le niveau général des prix a fléchi de 0,14% par rapport au troisième trimestre 2017. Comparativement à la même période de 2016, le niveau général de prix à Sarh s'est légèrement amélioré de 0,73%. Pour ce qui est des produits de première nécessité, le niveau de prix des céréales et de la viande ont diminué contrairement à la carpe fraîche en ce trimestre par rapport au troisième trimestre 2017.

Tableau 2 : Évolution des prix de produits de premières nécessités par ville (en %)

	N'Djamena		Abéché		Doba		Moundou		Sarh	
	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Glissement trimestriel	Glissement annuel
Petit Mil (kg)	-13,974	-10,794	-11,874	-8,622	-3,286	22,389	13,109	47,995	-5,094	9,217
Mais (kg)	-8,117	7,077	-11,163	3,426	-1,100	11,322	-16,889	21,079	-14,198	28,957
Riz (kg)	-5,516	3,837	0,459	0,562	-1,715	26,467	-16,303	10,976	-18,872	-30,645
Sorgho (kg)	-2,178	10,394	-10,096	-6,023	-2,279	36,778	7,633	49,151	-25,000	46,107
Farine de blé (kg)	0,956	-3,026	-1,667	-17,719	-2,448	15,007	-0,424	-3,097	-9,566	7,656
Viande de bœuf avec os (kg)	0,600	17,418	-5,605	9,024	0,120	-8,717	-0,525	1,233	-0,466	1,339
Viande de bœuf sans os (kg)	1,728	2,668	-6,372	-11,496	-0,106	5,985	9,809	-2,589	-0,417	-14,059
Viande de mouton (Kg)	4,114	23,952	-1,825	12,358	0,252	-13,436	8,017	13,313	-4,775	20,562
Carpe fraîche (Kg)	-7,460	-10,334			0,942	-18,899	-3,672	-1,961	24,035	-21,531
Huile d'arachide locale (litre)	1,867	10,725	-26,806	-2,675	-1,722	1,440	-3,990	1,540	0,990	9,677
Datte locale (kg)	-1,248	-2,864	-3,909	10,324	-0,774	49,969	3,356	-1,838	1,322	-0,443
Gombo séché (kg)	0,470	-51,497	-24,666	-49,203	-1,151	12,976	-10,769	-54,358	-0,463	-60,239
Piment séché (kg)	-4,722	107,844	-20,912	69,498	-1,264	193,580	4,266	150,141	-3,489	135,741
Eau (m3)	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Électricité 1er tranche (kwh)	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Gaz butane de 6kg	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-5,556	0,000	0,746
Essence (litre)	0,000	8,958	0,000	10,000	-0,363	4,594	0,000	11,357	0,000	7,512
Gaz-oil (litre)	0,000	8,190	0,000	26,220	-0,176	5,828	0,000	9,581	0,000	-4,923
Indice global	-0,532	1,177	-4,182	3,350	-1,594	3,785	0,251	5,220	-0,137	0,727

Source : INSEED

Les produits locaux et importés

Une analyse de l'évolution du niveau des prix dans les cinq grandes villes selon l'origine des produits montre que le niveau de prix des produits locaux a baissé au dernier trimestre 2017 dans toutes les villes à l'exception de Sarh (0,48%) et Moundou (0,63%). Le niveau de prix de ces produits a baissé de 0,47% à N'Djamena, 5,19% à Abéché et 2,23% à Doba par rapport au troisième trimestre 2017 à cause de l'amélioration de l'état de la route du fait de la saison sèche.

Comparé au niveau de prix de l'année précédente à la même période, le niveau de prix des produits locaux a augmenté dans toutes les cinq villes. Ainsi, le niveau de prix des produits locaux a augmenté de 1,08% à N'Djamena, 2,68% à Abéché,

3,15% à Doba, 7,72% à Moundou et 3,79% à Sarh.

Pour ce qui est des produits importés, leur niveau de prix a régressé dans toutes les villes à l'exception de Doba (0,35%). Ainsi, le prix des produits importés a baissé à N'Djamena (-0,12%), Abéché (-1,34%), Moundou (-0,42%) et Sarh (-1,964%) en ce trimestre par rapport au troisième trimestre 2017.

En glissement annuel, le niveau de prix des produits importés a grimpé par rapport à la même période de 2016 à N'Djamena (0,93%), Abéché (1,14%) et Doba (6,17%). Par contre, le niveau de prix des produits importés a diminué à Moundou (-2,03%) et Sarh (-7,32%).

Tableau 3: Évolution des indices de produits par ville et selon leur origine (en %)

	Produits locaux		Produits importés	
	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Glissement trimestriel	Glissement annuel
Ndjamena	-0,470	1,084	-0,121	0,932
Abéché	-5,192	2,676	-1,341	1,144
Doba	-2,228	3,145	0,349	6,172
Moundou	0,634	7,718	-0,415	-2,027
Sarh	0,482	3,787	-1,962	-7,316

Source : INSEED

L'inflation sous-jacente : une légère hausse

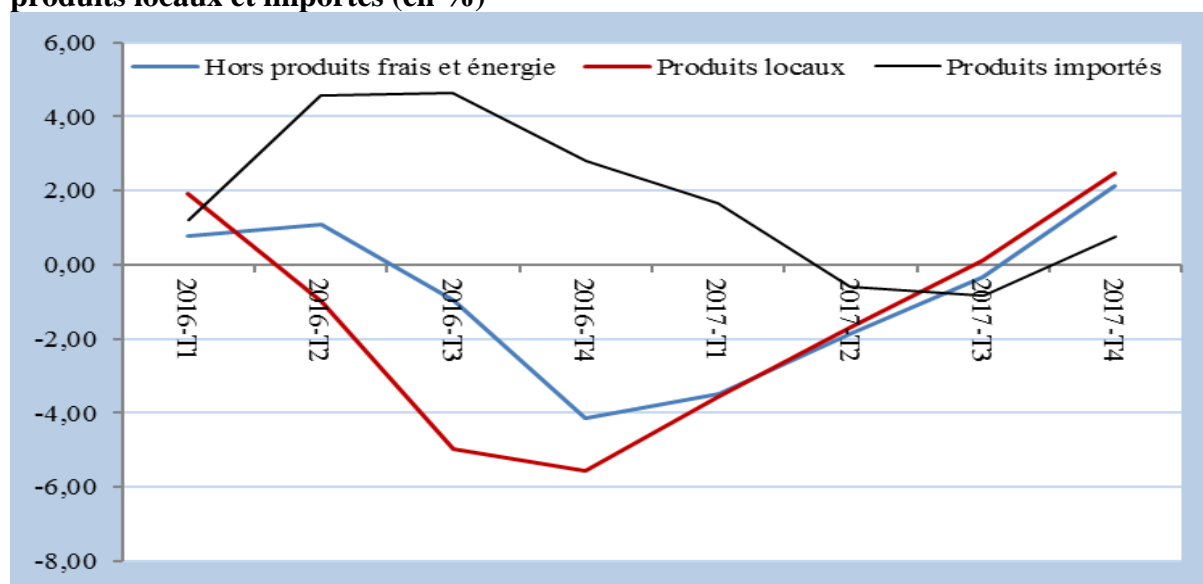
L'inflation hors produits frais et énergie a continué sa hausse entamée au deuxième trimestre 2017 pour se situer à 2,11% soit une hausse de 2,43 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2017. Comparé à l'inflation générale, comprenant les produits frais et énergie, l'inflation hors produits frais et énergie est en hausse de 0,28 points de pourcentage.

Pour ce qui est des produits locaux, le niveau d'inflation est passé de 0,12% au troisième trimestre 2017 pour se situer à 2,48% au dernier trimestre 2017. Comparativement au niveau d'inflation de la même

période de 2016, il a augmenté de 8,04 points de pourcentage.

En ce qui concerne les produits importés, l'inflation sous-jacente se situe à 0,77% au quatrième trimestre 2017 soit une hausse de 1,62 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre. En glissement annuel, l'inflation sous-jacente aux produits importés a connu une baisse de 2,04 points de pourcentage. Cette baisse du niveau d'inflation intervient en raison de l'amélioration du contexte de sécurité à la frontière favorisant l'entrée des produits étrangers.

Figure 15 : Évolution du taux d'inflation trimestrielle hors produits frais et énergie, de produits locaux et importés (en %)



Source : INSEED

II.6 LES FINANCES PUBLIQUES ET LA MONNAIE

Détérioration des finances publiques

Au dernier trimestre 2017, les finances publiques sont caractérisées par les évolutions suivantes :

Du côté du budget de l'État, les recettes budgétaires ont reculé. Par contre, les dépenses budgétaires ont enregistré une hausse. Aussi, l'exécution budgétaire des recettes se situe à 78% contre 54% pour les dépenses.

Les recettes base caisse ont connu une baisse de 11,71% au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, la situation de recettes est bonne, avec une augmentation des encaisses de 14,27% et des recettes budgétaires de 28,35%. À fin décembre, l'exécution budgétaire des encaisses se situe à 82%.

Quant aux dépenses base décaissement, elles ont légèrement augmenté au dernier trimestre (hausse de 3,95%) par rapport au troisième trimestre 2017. En glissement annuel, les décaissements ont augmenté de

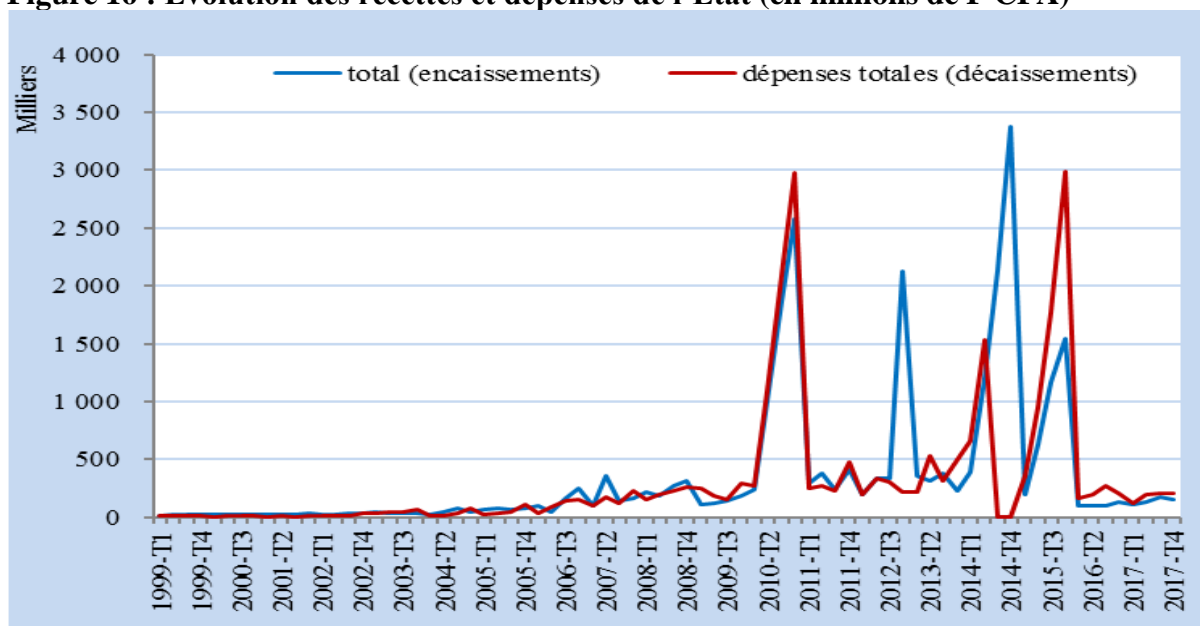
2,65%. L'exécution budgétaire des décaissements s'établit à 59%.

Au dernier trimestre 2017, seul les dépenses de personnel (-7,64%) ont reculé. Par contre, les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 183,63%, les transferts de 1134,35%, le service de la dette de 16,62 fois son niveau au trimestre précédent et les dépenses d'investissement de 4,34 fois son niveau du troisième trimestre. Ainsi, le solde base caisse déficitaire s'établit à -60,747 milliards.

En glissement annuel, globalement tous les postes ont reculé à l'exception du service de la dette qui a atteint 4,63 fois son niveau au quatrième trimestre 2016.

Malgré les efforts du gouvernement pour assurer le financement des investissements essentiels, l'entretien des forces de défense et de sécurité engagées dans la lutte contre le terrorisme dans les pays limitrophes ainsi que la prise en charge des réfugiés continuent de peser sur la trésorerie publique.

Figure 16 : Évolution des recettes et dépenses de l'État (en millions de F CFA)



Situation de la dette publique extérieure

L'encours de la dette publique extérieure continu sa baisse entamée au trimestre précédent. À fin décembre 2017, l'encours de la dette publique établie à 786,369 milliards de FCFA est en baisse de 2,82% en variation trimestrielle et en baisse de 2,30% en glissement annuel. Cette baisse de l'encours de la dette est renforcée par celle des tirages qui ont reculé de 10,97% atteignant 91,176 milliards de FCFA.

Les deux composantes de l'encours des tirages ont également enregistré une baisse au trimestre sous-revue. Ainsi, les tirages sur crédits bilatéraux qui représentent 93,67% du total des tirages a baissé de 0,2% tandis que les tirages sur crédits multilatéraux ont régressé de 65,66%.

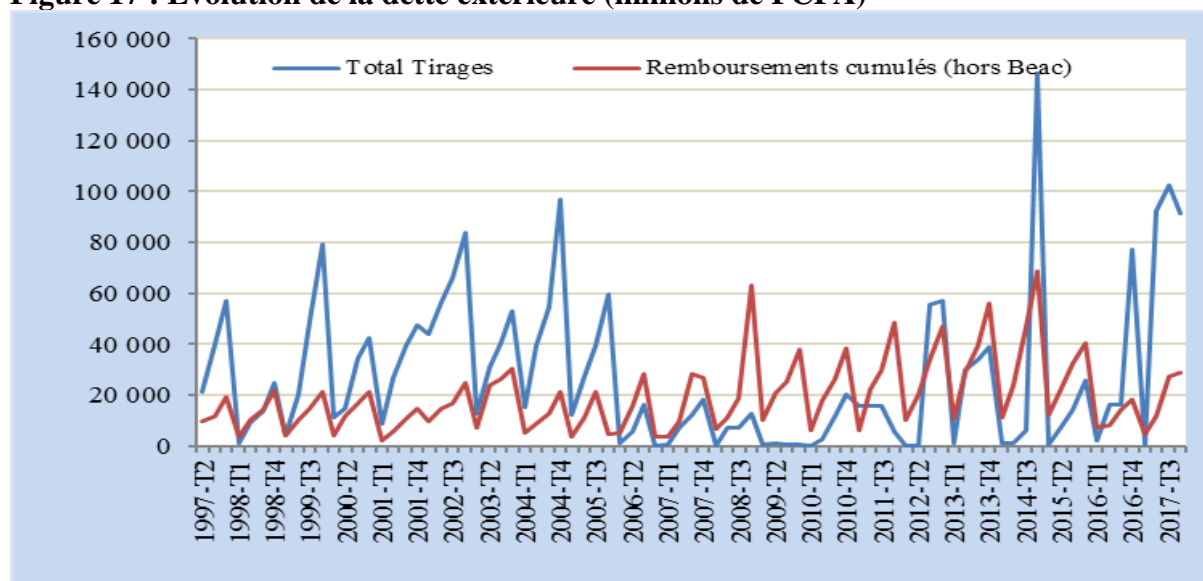
En glissement annuel, les tirages ont augmenté pour passer de 77,172 milliards à 91,176 milliards de FCFA. Il en est de

même des tirages bilatéraux qui ont grimpé de 353,03% par rapport son niveau du dernier trimestre 2016. Quant aux tirages sur crédits multilatéraux, ils ont régressé de 90,10% en glissement annuel.

Pour ce qui est des remboursements, ils ont augmenté de 5,47% au dernier trimestre 2017 par rapport au troisième trimestre. Cette hausse des remboursements est attribuable à ceux des crédits multilatéraux qui ont augmenté de 9,16% par rapport au troisième trimestre 2017. Par contre, les remboursements des crédits bilatéraux ont baissé de 3,45% au dernier trimestre 2017 par rapport au troisième trimestre.

En glissement annuel, les remboursements cumulés ont augmenté de 59,40%. Il est de même des remboursements des crédits multilatéraux (24,80%) et des remboursements des crédits bilatéraux (558,90%).

Figure 17 : Évolution de la dette extérieure (millions de FCFA)



Source : Direction de la dette

La situation monétaire : baisse continue du crédit à l'économie et une détérioration de la position nette extérieure

La situation monétaire est caractérisée par une amélioration de la position extérieure nette (0,94 %) à fin décembre 2017 par rapport à fin septembre 2017. De même, comparativement à la même période de

2016, la position extérieure nette s'est améliorée (1,42%).

Quant aux crédits intérieurs, ils se sont creusés de 4,27% en décembre 2017 par rapport à septembre 2017. La composante « créance net sur l'État » connaît une

hausse de 10,57% à fin décembre 2017 par rapport à septembre 2017. Quant à la position de l'État vis-à-vis de l'économie, elle s'est améliorée (60,49%) en décembre 2017 par rapport à septembre 2017.

En glissement annuel, les crédits à l'économie baissent de 2,34% pour s'établir à 619,30 milliards de F CFA.

Pour ce qui est de la position nette de l'État sur le système bancaire, elle s'est légèrement améliorée en fin décembre 2017, passant de 534,55 milliards de F CFA en décembre 2016 à 519,56 milliards en dé-

cembre 2017. De même, le crédit intérieur a régressé de 1,63% pour se situer à 1 138,87 milliards de F CFA en décembre 2017. Cette situation peut s'expliquer par la concrétisation de la volonté de l'État à l'apurement des arriérés existants en 2017 (BEAC, 2017).

Quant à la masse monétaire, elle enregistre une légère augmentation de 4,03% en décembre 2017 par rapport à septembre 2017. En glissement annuel, la masse monétaire a régressé de 2,87%.

Tableau 4 : Évolution de la situation monétaire (en millions de F CFA)

Fin de périodes	Avoir ext. Net	Crédit intérieur	Créance nette sur l'État	Crédit à l'économie	Masse monétaire	Autres postes nets	
2014	MARS	398 148	539 915	44 424	495 491	872 861	- 72 178
	JUIN	386 495	601 349	41 330	560 019	929 906	- 72 492
	SEPT	332 083	670 490	97 694	572 796	948 024	- 79 619
	DEC	522 728	623 176	71 378	551 798	1 042 891	- 40 104
2015	MARS	372 560	697 975	79 531	618 444	1 005 466	- 92 496
	JUIN	252 280	787 920	110 972	676 948	975 131	- 92 919
	SEPT	155 753	832 564	213 094	619 470	941 547	- 114 035
	DEC	88 599	902 257	299 245	603 012	977 650	
2016	MARS	- 98 101	1 034 496	381 635	652 861	961 734	- 217 060
	JUIN	- 279 880	1 136 012	473 951	662 061	921 646	
	SEPT	- 303 003	1 212 900	543 556	669 344	956 059	
	DEC	- 303 680	1 168 696	534 552	634 144	922 225	
2017	MARS	- 353 881	1 138 457	506 878	631 579	845 084	
	JUIN	- 343 226	1 110 391	483 791	626 600	849 194	
	SEPT	- 302 197	1 092 250	469 916	622 334	861 100	- 295 749
	DEC	- 299 355	1 138 866	519 563	619 303	895 789	

Source : BEAC

II.7 INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Ralentissement attendu de l'économie

En 2017, l'économie nationale connaîtrait une légère amélioration. La croissance s'établirait à 0,6%. Cette performance serait attribuable à l'agriculture et l'élevage. L'élevage s'améliorerait grâce à l'amélioration du contexte de sécurité propice aux exportations de bétails. Cependant, eu égard à la baisse continue de la production pétrolière, le PIB pétrolier con-

naitrait une croissance de -0,6 % tandis que le PIB hors pétrole enregistrerait une croissance de 0,7% pour l'année 2017. Le ralentissement des activités économiques serait plus important dans le secteur de service (-4,8%) alors que le secteur primaire et le secteur secondaire enregistreraient une croissance de 6,1% et -0,8% respectivement.

Tableau 5: Taux de croissance en volume (%)

	2015	2016	2017
Secteur primaire	10,7	-11,0	6,1
Secteur secondaire	41,5	-13,5	-0,8
Secteur tertiaire	-2,3	4,9	-4,8
PIB au prix du marché	3,8	-2,7	0,6
PIB pétrolier	48,6	-13,1	-0,6
PIB hors pétrole	-2,2	-0,6	0,7

Note : Les données de 2017 sont des prévisions

Source : DEP/INSEED

Dépenses publiques en baisse

La situation économique défavorable évoquée précédemment n'est pas sans conséquence sur certaine nature des dépenses. Ainsi en 2017, les dépenses de l'État connaîtront une hausse de 5,20 % par rapport à leur niveau de 2016. Les dépenses de fonctionnement courant (biens et services) progresseront de

28,69% pour s'établir à 61,00 milliards de F CFA. Les intérêts de la dette, les dépenses de personnel et les transferts et les investissements diminueront de 15,39 %, 12,86 % et 8,76 % respectivement. Toutefois les investissements seront relancés à hauteur de 250,06 milliards soit 37,37 % par rapport à 2016.

Tableau 6 : Évolution des dépenses de l'État (en milliards de F CFA)

	2015	2016	2017
Dépenses totales	1115,09	751,37	790,46
Intérêts de la dette	44,14	39,04	33,03
Dépenses de personnel	368,85	374,52	326,37
Dépenses de biens et services	92,49	47,4	61,00
Dépenses de transferts	237,14	131,52	120,00
Dépenses d'investissements	372,48	182,03	250,06

Source : DEP/MFB, 2017

Annexe 1 :

I. INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES RECENTS

Selon les projections de l'INSEED, le Tchad compte 14,7 millions d'habitants en 2017, inégalement répartie sur une superficie de 1 284 000Km². Ainsi, on compte 11,41 habitants au Km². Le taux de croissance de la population est de 3,6 % faisant du Tchad un des pays à fort taux d'accroissement et de fécondité. En effet, l'indice synthétique de fécondité se situe à 6,4 enfants et 30% de naissance sont à intervalle inter gènesique court (moins de 24 mois). Cette situation peut s'expliquer par la précocité des femmes à la 1^{ère} union (16,1 ans) et au 1^{er} accouchement (51% des femmes de 20-24 ans ont la 1^{ère} naissance vivante avant 18 ans). La faible connaissance des méthodes contraceptives, 63% des femmes ont une connaissance des méthodes contraceptives modernes contre 23% des méthodes traditionnelles vient renforcer également ce niveau de fécondité. De plus, les besoins en contraceptions non satisfaites restent assez élevés chez les femmes en union (23%). Malheureusement, seulement 22% des accouchements ont lieu ; dans un établissement de santé, et 24% assistés par un professionnel de santé.

Ainsi, le Tchad, comme tout autre pays à faible revenu connaît d'importants problèmes sanitaires. Le paludisme demeure le 1^{er} motif de consultation dans les formations sanitaires (MSP/DSIS, 2016) du fait de la faible utilisation des moustiquaires imprégnés d'insecticide (36% des enfants de moins de 5ans et 35% des femmes enceintes). De plus, la prévalence du VIH/Sida chez les jeunes est de 1,4 % chez les femmes et 0,7 % chez les hommes. Ainsi, la mortalité infantile s'élève à 72 pour 1000 naissances vivantes. Cette situation tire l'espérance de vie à la naissance vers le bas. Ainsi, l'espérance de vie à la naissance d'un tchadien est de 51,6 ans soit plus de 0,2 ans par rapport à une femme tchadienne.

L'éducation reste également un défi pour le pays avec un taux d'alphabétisation des adultes s'établissant à 53,8 % chez les hommes contre 47,8 % chez les femmes et un taux de fréquentation du primaire de 50,9%.

Le niveau de pauvreté demeure également important dans la population ; soit une incidence de 46,7 %.

Tableau 7 : Indicateurs sociodémographiques

Population totale 2017 (Projection RGPH2, 2014)		14 649 076 hts
Densité (Projection RGPH2, 2014)		11,41 Hbts au km ²
Taux annuel moyen d'accroissement intercensitaire (RGPH2 2009)		3,60%
Espérance de vie à la naissance (RGPH2 2009)	– Total	52,4 ans
	– Femmes	51,4 ans
	– Hommes	51,6 ans
Taux d'alphabétisation des adultes (EDS-MICS 2014)	– Total	50,10%
	– Femmes	35,30%
	– Hommes	64,80%
Taux net de fréquentation niveau primaire (EDS-MICS 2014)	– Total	50,90%
	– Femmes	47,80%
	– Hommes	53,80%
Indice synthétique de fécondité (EDS-MICS 2014)		6,4
Taux Global de fécondité général (TGFG)		239
Âge médian aux premiers rapports sexuels : femmes de 25-49 ans		16,2
Âge médian à la première union : femmes de 25-49 ans		16,1
Femmes de 15-19 ans qui sont déjà mères ou enceintes		36%
Femmes de 20-24 ans qui ont eu au moins une naissance vivante avant l'âge de 18 ans		51%
Proportion d'intervalle inter génésique court (EDS-MICS)		30,00%
Connaissance des méthodes contraceptives (chez les femmes), EDS-MICS, 2014		
	- Modernes	63,00%
	- Traditionnelles	23,00%
Besoins en contraception non satisfaits (EDS-MICS, 2014)		23,00%
Accouchements effectués dans un établissement de santé		22%
Accouchements effectués avec l'assistance d'un professionnel de la santé formé		24%
Proportion de femmes victimes de violence physique depuis l'âge de 15 ans (EDS-MICS, 2014)		29,00%
Taux de mortalité infantile (EDS-MICS 2014)		72 ‰
Taux de mortalité maternel des 15-49 ans		2,06‰
Taux de prévalence du VIH/SIDA, les 15-24ans (EDS-MICS).	– Femmes	1,40%
	– Hommes	0,70%
Prévalence du VIH pour les femmes de 15-49 ans		1,80%
Prévalence du VIH pour les hommes de 15-49 ans		1,30%
Femmes de 15-24 ans ayant une connaissance approfondie du VIH/SIDA		11%
Femmes de 15-49 ans qui déclarent connaître un lieu de dépistage du VIH		41%
Enfants de moins de 5 ans qui accusent une insuffisance pondérale sévère		11%
Enfants de moins de 5 ans ayant un retard de croissance sévère		22%
Enfants de moins de 5 ans sévèrement émaciés		4%
Enfants de moins de 5 ans dont la naissance est enregistrée		12%

Enfants de moins de cinq ans ayant dormi sous une MII la nuit précédant l'enquête (%)	36%
Femmes enceintes ayant dormi sous une MII la nuit précédant l'enquête (%)	35%
Enfants de 12-23 mois qui ont reçu tous les vaccins recommandés	25%
Membres des ménages utilisant des sources améliorées pour l'eau de boisson	55%
Membres des ménages qui utilisent de l'eau de boisson non améliorée qui utilisent une méthode de traitement appropriée	9%
Membres des ménages utilisant des toilettes améliorées qui ne sont pas partagées	7%
Incidence de la pauvreté (ECOSIT 2011)	46,70%

Source : INSEED

Tableau 8: Importations en valeur selon les 10 premiers pays de provenance en 2016 (hors pétrole et coton)

N°	Pays de provenance	Valeurs (en million FCFA)	Part dans le total des importations (en %)
1	Cameroun	570 938,60	84,90
2	France	36 881,75	5,48
3	États Unis	26 054,41	3,87
4	Chine	12 174,39	1,81
5	Émirats Arabes Unis	4 816,65	0,72
6	Inde	2 541,70	0,38
7	Canada	2 290,75	0,34
8	Belgique	2 076,47	0,31
9	Soudan	1 477,35	0,22
10	Grande Bretagne	1 476,27	0,22
Total des 10		660 728,34	98,25
Total Général		672 516,71	100,00

Source : Base SYDONIA

Tableau 9: Importations en valeur selon les 10 premiers pays de provenance hors pays de la CEMAC en 2016 (hors pétrole et coton)

N°	Pays de provenance	Valeurs (en million FCFA)	Part dans le total des importations (en %)
1	France	36 881,75	5,48
2	États Unis	26 054,41	3,87
3	Chine	12 174,39	1,81
4	Émirats Arabes Unis	4 816,65	0,72
5	Inde	2 541,70	0,38
6	Canada	2 290,75	0,34
7	Belgique	2 076,47	0,31
8	Soudan	1 477,35	0,22
9	Grande Bretagne	1 476,27	0,22
10	Allemagne	1 361,23	0,20
Total des 10		91 150,97	13,55
Total Général		672 516,71	100,00

Source : Base SYDONIA

Tableau 10 : Exportation du Tchad selon les pays de destinations 2016 (hors pétrole et coton)

N°	Pays destinations	Valeurs (en million F CFA)	Pourcentage dans l'ensemble des exportations
1	Turquie	3 413,65	23,48
2	France	2 538,75	17,46
3	Chine	1 732,90	11,92
4	Cameroun	1 462,56	10,06
5	Tunisie	1 339,80	9,21
6	Algérie	742,29	5,10
7	États Unis	666,13	4,58
8	République centrafricaine	365,52	2,51
9	Inde	328,61	2,26
10	Nigéria	298,90	2,06
Total de 10		12 889,11	88,64
Total général		14 540,82	100,00

Source : Base SYDONIA

Tableau 11: Les principaux produits d'exportations du Tchad en 2016 (Hors Pétrole et coton)

Produits	Valeurs (million de FCFA)	Pourcentage
Graines de sésame	4 003,50	27,53
Parties de machines de sondage ou de forage	2 323,55	15,98
Gomme arabique	2 187,32	15,04
Autres fils en fer ou en acier non alliés	1 102,51	7,58
Constructions préfabriquées	550,28	3,78
Tracteurs routiers pour semi-remorque cylindrée de 4.500 cm3 ou	483,96	3,33
Autres préparations pour sauces condiment et assaisonnement	358,51	2,47
Total	11 009,63	75,72
Total général	14 540,82	100,00

Source : Base SYDONIA

Ont participé à la confection de cette note de conjoncture

Supervision générale et coordination des travaux :

- **OUSMAN ABDOULAYE HAGGAR**, Directeur Général de l'INSEED ;
- **YOUSOUF IBN ALI**, Chef de Département des Synthèses et Statistiques Économiques.

Rédaction :

- **AHMAT SOULEYMANE HACHIM**, Chef de Service de la Conjoncture et des Prévisions macroéconomiques ;
- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture ;
- **AZOUKALNE MOUKENET**, cadre au Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques.

Collecte et Traitement des données

- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture ;
- **AZOUKALNE MOUKENET**, cadre au Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques.
- **BAMANI KEMDI Richard**, agent au Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques.

Toutes les correspondances concernant la note trimestrielle économique et sociale sont à adresser à :

**Monsieur le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique,
des Études Économiques et Démographiques,**

B.P. 453, N'Djaména – TCHAD.

Tél. (235) 2 52 31 64 Fax : (235) 2 52 66 13

Email : inseed@intnet.td

[Site Internet : www.inseedtchad.org](http://www.inseedtchad.org)